

L'AEUM n'applique pas ses lois sur le bilinguisme

L'Association étudiante prise à son propre jeu

LOÏC BERNARD

Lors du référendum qui a eu lieu en mars dernier, le Comité du Conseil des affaires internes de l'Association Étudiante de l'Université McGill (AEUM) a, jusqu'à preuve du contraire, violé certaines clauses de la Constitution de l'AEUM, en ce qui concerne l'utilisation des deux langues officielles.

L'AEUM a en effet réussi à faire passer, par le biais de ce référendum, un amendement à la Constitution permettant la création d'un poste de Conseiller de recherche en éthique financière

(CREF). C'est à la suite d'une proposition de tenir des élections pour remplir ce poste que le Conseil de l'AEUM risque de se casser le nez. En effet, un memorandum daté du 18 septembre dernier, signé par la directrice du scrutin, Angie Wan, ainsi que par les directeurs des élections, Andrea Wichtler et Christopher Muldoon, remet en question la validité du référendum.

Après maintes recherches dans les bureaux de l'AEUM et dans les dossiers des anciens directeurs de scrutin, aucune version française de

l'amendement à la Constitution n'a été trouvée et rien ne démontre que cette version française, si existante, fut disponible dans toutes les boîtes de scrutin. Seraient

ainsi directement violés les articles 29 et 31.4 de la Constitution qui énoncent clairement que la Constitution et les Règlements de l'Association se doivent d'être disponibles en anglais et en français et que toute proposition d'amendement à ceux-ci doit être accessible à toutes les boîtes de scrutin. Jusqu'à preuve du contraire, donc, la violation de la Constitution rend invalide le résultat du référendum et aucune élection concernant le poste de Conseiller de recherche en éthique financière ne peut être tenue avant que le réfé-

rendum ne soit conforme aux règles.

La Directrice du scrutin, ainsi que les Directeurs des élections, portent le blâme sur l'ancien Directeur des scrutins, qui était responsable de la tenue d'un référendum conforme aux règles établies.

Une nouvelle question référendaire sera proposée au Conseil à la réunion de ce jeudi 26 septembre afin que les élections puissent avoir lieu. Si le Conseil n'approuve pas la nouvelle question, le dossier sera présenté au Conseil Judiciaire pour demander une ratification de la question.



L'AEUM SE BUTE AU PROBLÈME FRANCOPHONE.
VOYEZ NOTRE ÉDITORIAL EN PAGE 3.

rendum ne soit conforme aux règles.

Concerto

Pauline Marois et Bernard Shapiro ouvrent les festivités du 175ème

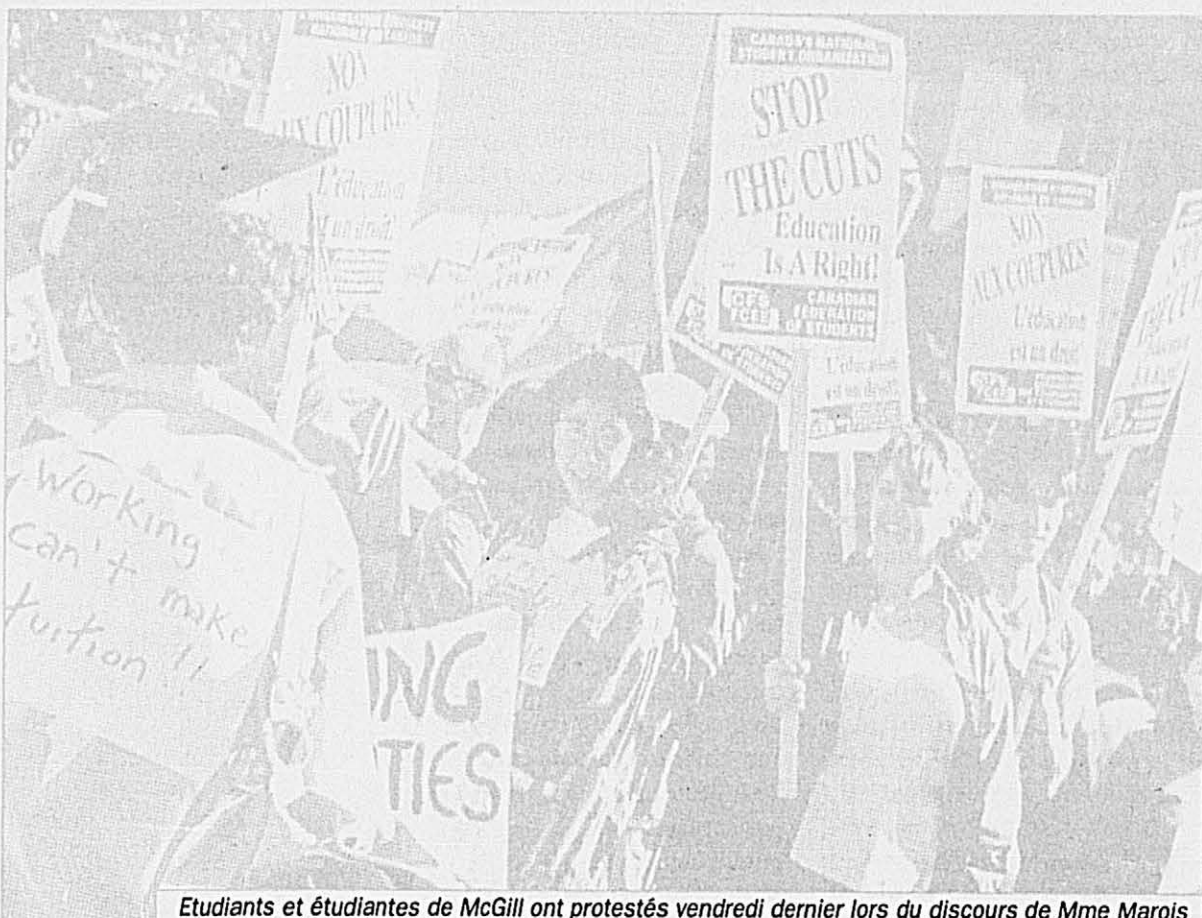
pour pancartes en Dollar majeur

FRANÇOIS DELISLE

Profitant de l'inauguration des journées « Portes ouvertes », près d'une centaine de manifestants de l'Association des post-gradués de McGill (APGM) se sont mobilisés en fin de matinée vendredi dernier pour dénoncer les manipulations politiques du Principal, M. Shapiro visant à obtenir les moyens de privatiser McGill.

Les manifestants de l'APGM se sont particulièrement fait entendre lorsqu'ils ont hué la ministre Marois dans son discours en scandant : « Non aux frais de scolarité ! ». Quoique plus calmes lors du discours du Principal, c'est surtout à ce dernier que les organisateurs voulaient s'adresser.

Rejointe lundi dernier, Erin Reunions, V.-P. aux affaires externes de l'APGM, a indiqué que son organisation dénonce surtout les pressions exercées par M. Shapiro auprès de la ministre dans le but de déréglementer les frais de scolarité, c'est-à-dire éliminer toute limite à leur augmentation. Une telle déréglementation « donnerait au recteur de McGill les



Etudiants et étudiantes de McGill ont protestés vendredi dernier lors du discours de Mme Marois

moyens de réaliser son projet de privatisation [Towards a New McGill], explique Mme Reunions.

« M. Shapiro fait du lobbying auprès de la ministre, mais nous préférons qu'il fasse du lobbying auprès du Gouvernement fédéral afin qu'il retire son projet de loi C-

76 donnant vie au Transfert Social Canadien, poursuit-elle. C'est le Transfert Social Canadien qui est au centre du problème » puisque ce dernier est à l'origine des coupures dans le monde de l'éducation.

Quant au Principal, il a rappelé au sujet des frais de scolarité « qu'il

pourrait y avoir la possibilité de les hausser au delà d'un certain pourcentage du montant moyen » dans le but de « maintenir notre compétitivité au niveau mondial ».

« Nous avons demandé au recteur d'organiser des États généraux à propos de Towards a New McGill,

mais le projet a été refusé par un Sénat de McGill à demi vide », souligne-t-elle. Mme Reunions espère toutefois que les recommandations de l'APGM, formulées dans une lettre à la ministre, seront écoutées. Parmi ces recommandations, on retrouve l'idée d'annuler C-76 et d'adopter une loi cadre qui décréterait le maintien du gel des frais de scolarité.

Questionnée au sujet des prochaines actions qui seront prises pour contrer la déréglementation et la hausse des frais de scolarité, Reunions a dit que des actions pourraient être prises lors de la semaine d'action de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (21 au 26 octobre). L'APGM participera à une manifestation à Québec le 24 octobre prochain.

Chris Carter, Président de l'Association des Étudiantes et Étudiants de McGill, a réagi à ceux qui ont critiqué la manifestation. Il a indiqué qu'il vaudrait mieux blâmer l'administration de McGill qui a fait du 175ème anniversaire de McGill « un événement politique », « un instrument de lobbying auprès du gouvernement ».

Photo : Sarah Johnson

Super Mario et le niveau supérieur

Marc Antoine Godin

Le chef de l'Action Démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, a suggéré récemment que l'on décrète une trêve de dix ans dans les efforts de chacun pour faire progresser (ou régresser) les dossiers constitutionnel et linguistique. « Ah ! Le jeune, ce qu'il peut être naïf », ont dû s'exclamer nombre de gens dans leur chaumière.

Une fois de plus, une autre idée de Mario Dumont a eu l'air de sortir de nulle part, l'air d'un coup d'éclat fait par un politicien en mal d'attention.

Le chef adéquate prêcheurait-il dans le désert, par hasard ? À défaut d'afficher clairement les positions de l'ADQ sur des questions de fond, il ne fait que multiplier les coups d'épée dans l'eau. Le jeune homme est sûrement mal conseillé car, après tout, les occasions ont été nombreuses pour qu'il se fasse valoir et qu'il mette son parti sur la sellette. Ces occasions, il les a effleurées mais n'en a pas profité, si bien que ses interventions paraissent souvent improvisées.

Plutôt que de semer des réflexions aux quatre vents, Mario Dumont devrait les regrouper et faire des propositions cohérentes. Arriver devant les caméras ou à l'Assemblée Nationale avec un projet, avec des recommandations précises. Le conseil national de l'ADQ, prévu pour la mi-octobre, lui offrira cette chance ; à lui de ne pas la rater.

Quoi qu'il en soit, Mario Dumont a besoin de renforts. Sa seule tête de jeune cadre dynamique ne saurait faire grimper les intentions de vote au-delà des 7-8 % où elles semblent plafonner. « Super Mario » a besoin de politiciens aguerris, de figures connues à ses côtés.

L'ADQ fait face à deux problèmes substantiels : le premier, c'est que l'ADQ, comme tout l'électorat québécois, se bute à un manque flagrant de politiciens crédibles, charismatiques et créatifs. Plutôt que d'attendre le Messie, M. Dumont et sa bande devront donc courtiser des gros noms des autres partis et espérer les faire passer à l'Ouest, ou encore aller chercher un personnage public qui n'ait pas l'air trop « has been ». Le deuxième défi de l'ADQ, c'est de se sortir de l'affreux cercle vicieux dans lequel toute jeune formation est irrémé-

diablement embourbée à l'égard de l'opinion publique. L'ADQ a besoin de visibilité pour faire passer son message et gagner des sympathisants, mais elle a en même temps besoin de ces appuis pour avoir plus de visibilité. Mmmh... beau problème. Un problème qu'il lui faudra résoudre, sinon l'ADQ continuera à être perçue comme une quantité négligeable et, sans porte-voix, le discours de Mario Dumont ne lui renverra que son écho.

À l'heure actuelle, l'Action Démocratique est le seul parti sur lequel on puisse se rabattre pour espérer, peut-être, éventuellement, qui sait ?, avoir de nouvelles idées. S'il louvoie entre les positions péquistes et libérales, il est voué à l'échec. Alors que s'il confronte le profond statisme idéologique de ces deux formations, il pourrait se faire beaucoup d'amis.

Mais le temps presse pour « Super Mario ». S'il n'accède pas bientôt au niveau supérieur, ce pourrait bien être « game over » pour lui.

Dix ans de trêve constitutionnelle. L'idée peut paraître banale - « elle exprime le refus d'affronter le problème », diront certains - mais elle cache une réflexion soutenue et une bonne dose d'objectivité.

Qu'on soit souverainiste, fédéraliste, ou encore à la recherche d'une nouvelle option, on devrait reconnaître l'urgence de remettre le Québec sur ses rails et de le sortir de sa torpeur économique. En prenant pour acquis qu'on souhaite tous le bien du Québec, évidemment... En ce sens, la trêve serait une bonne occasion de nous mettre le nez dans notre... dans la boue, tiens. Elle permettrait que l'on se concentre sur l'ajustement de notre économie devant la concurrence mondiale, sur l'assainissement des finances publiques et le contrôle de notre dette. Stimuler l'économie sans cacher ses échecs sous des excuses partisans.

Je sais, c'est un discours drabe, tout à fait moche. Un discours que le gouvernement Chrétien galvaude pour nous faire croire qu'il est plus lucide. Mais justement, si Jean Chrétien lui-même s'est aperçu de la situation, c'est donc dire que personne ne peut la manquer !

Au-delà du redressement économique, dix ans de trêve permettraient aux têtes chaudes de se re-

froidir et donnerait l'opportunité au peuple de sortir de ses positions cantonnées. De plus en plus de gens considèrent le projet souverainiste périmé et un plus grand nombre encore s'accorde à dire que la fédération canadienne ne fonctionne plus dans son cadre actuel.

Dix ans de trêve, c'est dix ans

pour trouver de nouvelles idées, pour sortir des sentiers mille fois battus. Comme un étudiant qui ne voit plus clair et qui doit aller prendre l'air avant de finir son travail de mi-session...

Imaginez, dix ans sans se faire écœurer avec LA question, dix ans sans voir Sheila Copps s'affoler avec ses drapeaux... Le rêve !

Loi sur la justice préventive

Domestiquer la jungle

Jérôme Lussier

En présentant la semaine dernière son projet de loi sur la justice préventive, le ministre Allan Rock a fait tourner bien des têtes. À prime abord, il surprend par l'introduction de gadgets électroniques de surveillance, pouvant même être utilisés sur des personnes contre lesquelles aucune accusation n'a été portée. Des mesures que l'on croirait tout droit sorties des films de science-fiction ou des romans « prophético-pamphlétaires » des années '40. Mais la stupeur passée, l'idée mérite une seconde analyse.

Le projet doit son émergence à plusieurs volontés populaires, dont celles de revoir les principes d'emprisonnement et d'accroître les mesures dites préventives. Constatant le peu de pouvoir dissuasif qu'ont les peines accrues, voire capitales (fait que les Républicains ignorent toujours), on opte donc pour une philosophie plus « interventionniste ». En bref, surveiller, à l'aide de bracelets-émetteurs, les personnes potentiellement dangereuses et trouver une alternative à l'emprisonnement pour les criminels non-violents. Si on dépense quelque part, il faut couper ailleurs !

Comme le faisait remarquer le chef de police d'Ottawa-Carleton, « cela peut servir à contrôler la situation, le temps que tout se calme ».

Mais il y a des limites au contrôle que l'on peut exercer. Des voix, encore timides, se font entendre dans ce sens. L'ancien président de l'Association des Avocats de la Défense du Québec, Me Guy Cournoyer s'est d'ailleurs demandé « jusqu'où l'état peut-il aller pour faire de la justice préventive ». La question se pose, d'autant plus que les Réformistes trouvent quant à eux les mesures insuffisantes.

Peut-on, sur la base de conjectures, surveiller des individus non-coupables ? Avec la récente affaire Dutroux en Belgique et la montée d'indignation mondiale qui s'en est suivie, il semble que la réponse soit désormais affirmative. Mais si le système en vigueur est imparfait,

ces nouvelles propositions ouvrent de leur côté la porte à des abus tout aussi indésirables. N'est-ce pas là remettre en question les fondements du système judiciaire canadien, qui stipule que l'accusé est innocent jusqu'à preuve du contraire ?

On est surtout en droit de se demander si les nouvelles mesures auront l'effet escompté et si ce projet de loi ne s'attaque pas vainement à un problème irréductible. En fait, cette nouvelle intrusion de l'État, bien que potentiellement utile, commence à avoir des relents de « big-brotherisme ».

Pour les récidivistes, le projet a sa raison d'être, mais il paraît exagéré pour les innocents, même pour ceux considérés comme « potentiellement dangereux », car il ne donne plus la chance au coureur.

À la longue, toutes ces mesures de contrôle pour préserver notre liberté nous en rendront prisonniers. Faire un zoo de la jungle, c'est la rendre moins dangereuse, mais c'est aussi lui ôter tout intérêt.

McGill Daily
FRANÇAIS

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Interhauf Developments Inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP), de la Presse étudiante du Québec (PEQ), de Publi-Peq et de Campus Plus.

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

Le MCGILL DAILY FRANÇAIS

rédaction en chef
Emmanuelle M. Latraverse
Marc-Antoine Godin

rédaction nouvelles
Loïc Bernard

rédaction culture
Magali Boiesier
Louma Attalah

mise en page
Loïc Bernard
Olivier Élia
Marc-Antoine Godin

correction
Isabelle Rivest
Maude Laparé

collaboration
Alain Huot

Jérôme Lévesque
Philippe LeMay Boucher
Isabelle Rivet
François Delisle
Jérôme Lucier
Robert Keller
Nadine Baladi
Pierre Angers-Nguyen

Le MCGILL DAILY

coordination de la rédaction
Idella Sturino

gérance
Marian Schrier

assistance à la gérance
Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedov et Lettie Matteo
photocomposition et publicité
Mark Brooker

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03,
Montréal, Québec, H3A 1X9.
(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07,
Montréal, Québec, H3A 1X9.
(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

DES SUJETS
VOUS
TIENNENT À
COEUR ET
VOUS NE
SAVEZ COM-
MENT NI OÙ
LES EXPRIMER
? VOUS EN
AVEZ MARRE
DES
JOURNAUX QUI
RACONTENT
DES
HISTOIRES
QUI NE VOUS
INTERESSENT

PAS ? VENEZ
VOUS JOINDRE
À L'ÉQUIPE DU
MCGILL DAILY
FRANÇAIS ET
LAISSEZ
ENFIN LIBRE
COURS À
VOTRE PLUME.
NOUS NOUS
RÉUNISSONS
TOUS LES
MARDIS À
L'ÉDIFICE
SHATNER AU
LOCAL B-03 À
17 HEURES.

L'AEUM, le français et la communauté francophone à McGill

Y'a de la merde dans l'tuyau !

LOÏC BERNARD

Ce n'est pas pour rien que lorsque l'on parle de l'Association Étudiante de l'Université McGill (l'AEUM), on dit toujours « la SSMU ». Malgré les nombreux efforts qu'elle prétend avoir fait, comme la mise en place d'un commissaire francophone il y a deux ans, l'AEUM continue à traiter la communauté francophone comme une pauvre minorité au lieu de la traiter à part égale. C'est à se demander si le commissaire francophone ne sert que de guignol...

Quoique l'AEUM se doit, selon la loi, d'offrir ses services en français, le francophone mcgillois se rend bien vite compte que sa langue est presque absente des bureaux de ses représentants. Chris Carter, le président de l'AEUM, préfère ne pas accorder d'entrevues en français, doutant de ses capacités à comprendre et à répondre aux questions. Pour ajouter l'injure à l'insulte, l'AEUM a récemment décidé de ne pas respecter ses politiques de bilinguisme lors de ses

réunions en offrant seulement une version anglaise des règlements rédigés. Comme le rapporte Mlle Elisabeth Gomery, commissaire francophone, l'AEUM juge ces politiques de bilinguisme comme étant *troublesome*.

Si c'est pour subvenir aux besoins de plus de 20 % de la population mcgilloise que le poste de commissaire francophone a été créé, on se demande comment la titulaire du poste peut espérer remplir son rôle alors qu'elle n'a aucun pouvoir réel. Le poste ne serait-il qu'un suçon servant à satisfaire l'image « unis dans la différence » ?

De plus, Mlle Gomery affirme n'avoir pas été renseignée quant aux tâches et fonctions exactes de la dernière addition à son CV. « Je suis en train d'apprendre les droits des étudiants francophones », explique-t-elle. Mais plus elle en apprend, plus elle se voit scandalisée par l'état de la francophonie au sein de l'AEUM.

Serait-il nécessaire de noter que Mlle Gomery n'a d'ailleurs pas cherché à avoir ce poste ? Monsieur Don McGowan, Vice-Président

aux affaires universitaires, a, en effet, proposé à cette dernière de remplir les fonctions de commissaire francophone. Simple détail, Don McGowan affirme n'avoir reçu aucun formulaire d'application, alors qu'au début de l'été un étudiant francophone affirme avoir déposé sa candidature pour le poste. Le bout de papier ne peut qu'avoir été perdu dans la papérasse bureaucratique « ssmunienne ».

N'ayant qu'un pouvoir consultatif, la Commissaire francophone ne fait pas parti du Conseil exécutif et n'a donc pas le droit de vote sur les décisions prises par l'AEUM. De plus, Elisabeth Gomery prétend que Chris Carter ne veut pas qu'elle fasse parti du personnel dont il veut s'entourer pour l'organisation de son plan d'attaque francophone (dont les buts demeurent par ailleurs très vagues). Mais ce dernier nie ces affirmations et dit qu'il compte travailler avec elle.

L'AEUM se contredit dans sa logique : vouloir améliorer la qualité

de vie des étudiants francophones sur le campus... mais sans avoir à faire affaire avec la Commissaire nommée pour remplir ces fonctions ! Et même si Mlle Gomery voulait entreprendre des changements ou organiser quelque projet, elle en serait incapable. « Personne à l'AEUM ne peut me donner les outils pour travailler », affirme-t-elle. Sans bureau, sans téléphone et surtout sans budget, il lui devient très difficile de s'intégrer dans la « SSMU ». On a même l'impression que l'Association ne veut pas d'elle. « Le français n'est pas une priorité pour les membres de l'AEUM », prétend Mlle Gomery, à qui il ne reste plus que les oreilles et les mains pour travailler.

En effet, la communauté francophone devient à travers cette attitude une véritable minorité, tandis qu'elle devrait être traitée d'égale à égale. C'est la constitution de l'AEUM elle-même qui en a décidé ainsi.

Les manques de communication évidents entre l'AEUM et la commissaire francophone ne font que ralentir le processus d'exécution des divers projets

établis sur papier.

Chris Carter admet que l'AEUM est actuellement un véritable « souk bureaucratique » et ce dernier dit s'efforcer de remettre de l'ordre dans l'AEUM afin de la rendre plus fonctionnelle. Il annonce notamment la mise en place d'un Conseil Exécutif de Liaison (« parfaitement bilingue » selon ses dires), responsable de faire du rangement dans la papérasse de l'Association. Le président de l'AEUM confirme également qu'il fera du problème francophone une priorité.

Mais à la racine du problème demeure le fait que le français demeure un défi pour une association étudiante dite « bilingue ». La loi rend l'usage du français et la traduction intégrale de tout document officiels et obligatoires (article 29.1 de la Constitution de l'AEUM). Inévitablement le refus de faire comme tel sera jugé inconstitutionnel et illégal. Et par-dessus tout, il pourrait faire perdre à l'AEUM sa crédibilité en tant que représentante de la totalité de la population étudiante.



Caucus francophone

Le lien entre le commissaire francophone et le reste de la population étudiante doit être assuré par le caucus francophone lequel est présidé par le dit commissaire. Le choix du représentant de chaque faculté revient à l'association étudiante de la dite faculté. Les candidats au poste de représentant facultaire sur le caucus doivent s'exprimer correctement en français et être intéressés par les affaires universitaires et communautaires

francophones. Parmi les responsabilités et activités du caucus francophone, on retrouve :

- Partager des idées et des suggestions afin d'augmenter le fait français à McGill et la participation des francophones dans toutes les sphères d'activité.
- Mettre en œuvre des projets répondant aux besoins et problèmes du moment.
- Organiser des activités

afin d'encourager un rapprochement entre francophones, allophones et anglophones.

- Répondre aux craintes ou aux problèmes des étudiants francophones.

Le Rôle du Commissaire francophone

Le commissaire francophone est nommé par le comité exécutif de l'AEUM. La nomination doit ensuite être ratifiée par le Conseil législatif de l'Université McGill. Devant maîtriser l'anglais et le français, le commissaire francophone, qui est également membre de l'AEUM, a les responsabilités suivantes :

- Assurer une suite aux démarches de la Commission sur le statut et l'avenir du français à McGill laquelle date de 1994.

- Promouvoir l'implication des étudiants francophones à la vie académique et parascolaire de l'université.

- Informer les étudiants sur les divers services disponibles en français.

- Encourager les étudiants francophones à participer à la vie étudiante.

- Informer les étudiants sur les politiques linguistiques de l'université.

L'esthétisme de la sensibilité

NADINE BALADI

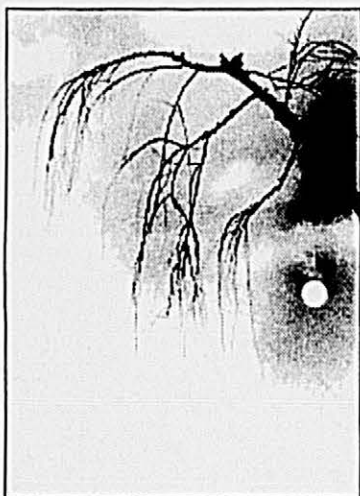
Si vous ne savez qui de la photographie ou du dessin a votre préférence, l'exposition de Chin-San Long vous permettra de faire d'une pierre deux coups en combinant ces deux arts visuels pour créer un univers de rêve. C'est dans son désir de combiner l'art pictural et la photographie que Chin-San Long, maître photographe, créa et développa, au début du siècle, la technique de « l'image composée ». Cet art exige la sélection de plusieurs photographies ou de dessins, indépendants les uns des autres, pour en faire un montage cohérent et harmonieux. Le résultat : un véritable chef-d'œuvre qui unit le naturel à l'artificiel. Bien que cette union puisse sembler paradoxale au premier abord, elle s'avère, au contraire, raffinée. En effet, sa technique d'image composée réunit si subtilement les éléments, qu'il est souvent difficile de distinguer l'élément indépen-

dant de la photo originelle. Ses photographies, toutes en noir et blanc, donnent l'illusion de tableaux peints. Là est le but avoué de Chin-San Long: appliquer les principes mêmes de la peinture chinoise à la photographie. Parmi ces derniers, on note la fidélité à la vraisemblance, le tracé de la forme, les compositions de couleur etc....

Ce pionnier de la photo composite, très jeune passionné par cet art, refusa rapidement de devenir esclave de son environnement. Il s'inspira donc de la liberté du peintre pour choisir les éléments précis qu'il souhaitait inclure dans ses photos. De cette manière, il n'était limité ni par la caméra, ni par le paysage. « Nous sommes souvent déçus en voyant un beau paysage gâté par un arbre qui n'y a pas sa place, ou brisé par une roche superflue... mais avec l'avènement de l'image composée, nous pouvons maintenant éliminer tout ce qui est indésiré et ajouter tout ce qui manque... » disait Chin-San Long. C'est au début du vingtième siècle, à la fin de la dynastie des Ts'ing, que la Chine se modernise grâce à son commerce avec l'Europe. La photographie prend alors son essor et se popularise en Orient. On dira de

Chin-San Long qu'il emprunta à l'occident son appareil photographique pour capter la beauté de la Chine, et plus tard, de Taïwan. Sa quête de la perfection et de la beauté absolue est visible de toute évidence dans sa représentation magique de lacs, de roches et de régions inspirantes. Ces portraits témoignent de la sensibilité artistique de l'auteur, qui lui vaudra, en

1960, le titre honorifique de « Père des arts de la photo en Asie ». Tout au long de sa vie, Chin-San Long se donna corps et âme à son art en fondant la société chinoise de photographie, en créant le premier club de photographie de Taïwan et en encourageant les échanges culturels internationaux. Il influença et contribua au monde artistique jusqu'à ses derniers jours: à l'âge de cent ans, il entreprenait encore un voyage au Japon pour photographier et ainsi créer de nouveaux paysages. Chin-San Long est mort en 1995 à l'âge de cent trois ans. Ses photographies sont l'œuvre d'une vie entière qui relie le passé et le présent. Soixante-quinze de ses chefs-d'œuvre sont présentés, pour la première fois au Canada, à la Maison de la Culture. L'exposition est à voir, ne serait-ce que pour savourer le génie de sa vision créatrice ou



L'Élève:

L'esthétisme de la sensibilité II

JULIEN LAPOINTE.

Alors qu'en ce moment, le public montre un remarquable engouement pour les dernières marchandises d'un cinéma intello-commercial, à savoir *Beaumarchais l'insolent* et *Le huitième jour*, un tout autre film fait tranquillement sa marque au Complexe Desjardins sans le bénéfice d'un battage publicitaire. Olivier Schatzky, réalisateur et scénariste, met en scène une histoire excentrique dans un style très soigné. *L'Élève*, est un triste récit tiré d'une nouvelle de Henry James. Misant sur un jeu d'ambiguïté dans le ton et la nature de sa narration, le film crée un écart entre le contenu et la forme, dont se dégage une ambivalence curieusement poétique.

Tourné dans l'Europe de 1897, le film débute avec l'image du jeune précepteur Julien (Vincent Cassel) perdu seul au milieu d'une forêt. Cette situation est assez emblématique de la situation du personnage dans le film. Alors qu'il est engagé pour s'occuper d'un enfant surdoué, Morgan (Caspar Salmon), fils d'aristocrates ruinés, Julien se trouve plongé dans un milieu qui lui est totalement étranger. Dans un

monde d'élégances et de fausses richesses, sa formation d'intellectuel érudit ne lui est d'aucune utilité. Julien doit faire face à un enfant doué d'une intelligence supérieure et d'une extraordinaire effronterie. Le précepteur, lui-même, devient rapidement un élève, forcé de s'initier et de s'adapter à une vie qui le déroutte. Les conflits et la relation intime qui s'installe entre les deux personnages sont les éléments de base sur lesquels se fonde la réflexion de ce film sensible et néanmoins surprenant.

Julien est, tout d'abord, présenté comme un homme timide et introverti. Mais, parce qu'il a le courage et l'orgueil de défendre ses convictions, on s'aperçoit assez rapidement dans le film, que sa douce voix peut aisément prendre un ton plus autoritaire. Julien reste néanmoins un personnage démuni et impuissant face aux problèmes de la vie. Immature et d'apparence grotesque, ce personnage n'en reste pas moins vraisemblable grâce au jeu tout en nuances et bien mesuré de Vincent Cassel. L'acteur a ici un registre plus large que ce que Kassoviyz lui avait permis pour *La Haine*. Olivier Schatzky évite de tomber dans les travers et élans stylistiques qu'affichait prétentieusement Kassovitz. En ajoutant

une légère dose d'humour au personnage, Cassel, acteur discret, s'inscrit quant à lui parfaitement dans l'ensemble de ce film, oeuvre de finesse et de subtilités.

Morgan, personnage complémentaire de Julien, est un enfant de treize ans brillant, mais insensible, vulnérable, mais insolent; c'est à la fois un ange et un diable. Il est bien le fruit de son milieu, possédant les qualités et les défauts qui manquent à ses parents (ainsi qu'à ses soeurs aînées). Son père Armand (Jean-Pierre Marielle), homme jovial, mais hypocrite et magouilleur, semble avoir poussé inconsciemment Morgan vers son caractère aride et inaccessible. Sa mère, Emma, (Caroline Cellier) a aussi sa part de responsabilités. Débordante de sensualité et de douceur maternelle, elle est l'incarnation d'un cauchemar oedipien-freudien. Morgan est représenté comme un enfant imaginaire, au comportement parfois naïf et souvent puéril dans ses débordements capricieux. Il connaît également parfaitement le latin, les poèmes d'Arthur Rimbaud et écrit lui-même de la poésie. Son intelligence est démesurée à un point tel qu'elle le rend presque inhumain et provoque une répugnance bien in-

volontaire chez tous ceux qu'il rencontre. Une scène du début présente Morgan perché au bord du toit de la maison, pendant la nuit, chantant un hymne harmonieux. À mi-chemin entre le ciel et la terre, Morgan est-il un oiseau prêt à s'envoler ou un enfant trop précoce sur le point de chuter?

Morgan a besoin de Julien, homme venu de l'extérieur, tout aussi étranger que l'enfant à cet univers familial étouffant. Il s'y accrochera, comme à un dernier point d'appui, tout en voulant le repousser. Morgan connaît pertinemment le destin réservé aux précepteurs qui ont travaillé pour sa famille. Ceux-ci, constatant le dénuement total de ses parents, en sont tous venus à l'extrémité du départ. Julien ne fit pas exception. Lors de la scène d'adieu, Olivier Schatzky nous montre d'ailleurs bien en gros plan le visage morne de Morgan. Sa physionomie semble soupire: "un autre de perdu."

La relation qui s'instaure entre les deux personnages est à la base même du noeud dramatique du film. Malgré leurs caractères contraires, Morgan et Julien se lient ra-

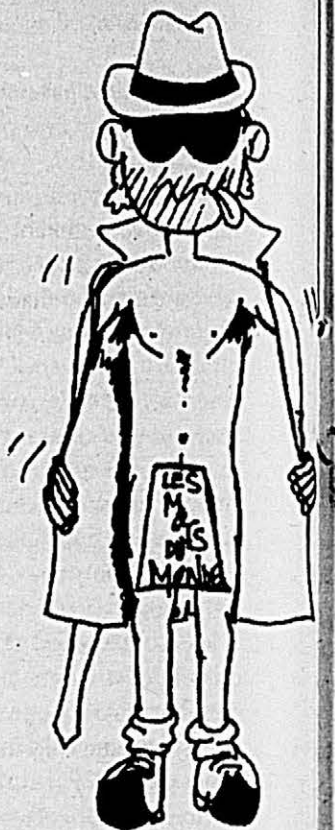
Nous vous proposons cette semaine dans le cadre de notre tour du monde linguistique, un arrêt en Afrique, aux pays de l'amour... du langage.

LES MOTS DU MONDE

P comme pétasse : Si vous vous vexez, on vous prendra pour une perturbée, en particulier le charmant garçon qui a su vous persuader de ses charmes. Pétasse est employé pour désigner une petite amie, une blonde, qu'il!

B comme bander : Que ces africains sont vulgaires me direz-vous. Mais non braves gens, lorsqu'un burkinabé bande, c'est qu'il a du succès auprès des filles. L'expression reste malgré tout familière et le lien entre notre sens et le leur est toujours assez évident.

O comme organe sexuel : voici quelques qualificatifs pour désigner l'attribut masculin. En Côte-d'Ivoire, on le désigne par le terme de barreau, au Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria, Sénégal, Tchad et Togo, on emploie aussi les termes ambassadeur, bazouka, couille, cul, petit frère, gourdin, pilon, bangala



Théâtre de la Veillée

Le fou de

ISABELLE RIVET

Le Théâtre de la Veillée ouvre enfin sa saison ! Il offre au public montréalais une production créée à Québec en février dernier par le Théâtre Dappertutto. Cette troupe aux effectifs modestes (trois créateurs-acteurs et un musicien) présente depuis cinq ans des spectacles où l'acte théâtral est présenté en toute simplicité.

Pour arriver à leurs fins, le metteur en scène Pierre-Philippe Guay et le comédien

et pine pour désigner vulgairement le pénis.

DE

O comme organe sexuel II : Les organes génitaux féminins ont aussi leurs dénominations. On parle de matchoa, de matrice ou d'ambassade!

S comme se montrer nu : Que cette expression peut être trompeuse! Elle n'est pas à prendre au pied de la lettre bien que l'association d'idées soit facilement reconstituable. Lorsque l'on se montre nu, on cherche à faire son intéressant. Les Tchadéens n'ont conservé que l'image figurée.

F comme faire l'amour : Si je vous dis masser, je n'ai pas besoin de rentrer dans les détails, n'est-ce pas? Et si j'ajoute monter et couiller, c'est toujours clair. Celle que je préfère, c'est faire une messe de minuit.

E comme engrosser : En passant là aussi sur les dessins, on trouve dans l'ensemble de l'Afrique francophone et dans le registre vulgaire, les synonymes abimer, enceinter, endommager, gonfler, grossir, blinder, mettre en grossesse, pomper.

Gogol se matérialise

Jean-François Laissus n'ont pas choisi la voie facile : comme dans leurs productions précédentes, une grande part de créativité entre en jeu. Cette fois-ci, ils ont jeté leur dévolu sur la nouvelle de l'écrivain russe Nikolaï Gogol, le *Journal d'un fou*. Ce journal est un cahier personnel minutieusement tenu par un fonctionnaire russe de peu d'envergure. Le texte est servi pratiquement intact au public mais l'ajout de quelques mots et l'abandon de certaines phrases étaient nécessaires pour aérer le texte, assurer sa fluidité.

pidement d'amitié. Alors que les premières rencontres entre Morgan et Julien semblaient s'orienter vers un humour sarcastique contre le pauvre Julien embarrassé par l'effronterie de son élève, les séquences suivantes s'assouplissent progressivement. Le lyrisme de la réalisation, jusqu'alors intrigant, prend plus de résonance à l'intérieur de l'histoire. L'aura de mystère enveloppant le film s'enrichit d'un humanisme tendre et émouvant. L'élève acquiert petit à petit une douceur plus élégante, sans que se relâche toutefois la tension dramatique. Celle-ci se génère dans la personnalité même de Morgan, personnage tragiquement intègre à sa nature. Julien, quant à lui, reste un point de repère essentiel dans cette histoire au développement imprévisible et volontairement déstabilisateur.

Olivier Schatzky raconte ce triste récit avec une délicatesse et une sobriété admirable. Sa mise en scène est simple, sans prétentions, mais en même temps séduisante.

suite en page 6

MM. Guay et Laissus se partagent la tâche : le premier signe la mise en scène tandis que l'autre campe Auxence Ivanovitch Proprichtchine. Tout leur travail est là. En effet, si la nouvelle s'adapte étonnamment bien à la scène, il a fallu développer et développer encore les ressources théâtrales pour lui donner réellement vie. On a donc installé l'action dans une mansarde, habitée par un pauvre musicien, grattant guitare et mandoline, alternant son inspiration musicale avec la lecture du *Journal d'un fou*. Dès le début de sa lecture le comique fonctionnaire surgit dans la chambre et c'est par sa propre bouche que l'on prend connaissance de ses déboires (sans que le musicien n'ait conscience de sa présence).

Ainsi, la mise en scène ne veut d'interaction entre les deux protagonistes que par l'émotion commune suscitée par le texte. L'un le déclame et l'autre le lit en s'appliquant à en véhiculer l'émotion par les airs qu'il joue.

Le procédé d'apparition du personnage qui raconte son journal s'avère ingénieux, mais

doit être soutenu par d'autres éléments qui viennent le consolider. Le musicien muet, interprété par Réjean Julien, semble trouver un miroir, ou du moins une inspiration, dans les tribulations d'Auxence. Sa musique (interprétée en direct et discrètement amplifiée) illustre les propos du personnage et reflète ses sentiments. Elle enrobe la scène et sert de toile de



Jean François Laissus

fond, bien plus que le simple décor. Le jeu de Jean-François Laissus tient lieu de colonne vertébrale à toute la production : tenir une heure et quart sans entracte en incarnant la voix d'un journal dont il faut justement faire oublier la forme originelle, cela paraît un contrat difficile à remplir. Mais à ce titre, le comédien en offre plus qu'on ne saurait en demander. Il se

démène et occupe l'espace, faisant croire à ce drôle de petit fonctionnaire. Ses gestes grandiloquents et son accent russe contribuent au caractère risible du personnage. On rit de cet homme ridicule qui se croit grand. On rit encore lorsque sa raison vacille. Cependant, un malaise s'installe peu à peu dans la salle, amplifié par la musique. Au fur et à mesure que le personnage se sent abandonné et à force de le voir buter contre l'incompréhension de ceux qui l'entourent, le comique cède la place au pathétique. Son monde, de plus en plus imaginaire, le pousse doucement vers l'aliénation pour le conduire définitivement à la folie.

L'action se situe vers

1830, mais la pièce est rendue intemporelle grâce à la tournure de la mise en scène. Un échange de lampe à l'huile et à l'électricité correspondant, l'une au personnage de Gogol, l'autre au musicien, contribue à installer ce va-et-vient temporel. Cet effet est renchéri par la musique originale de Réjean Julien qui oscille entre plusieurs genres, allant du folklore populaire universel à un amalgame de sons arides et glacés. Le personnage, tout à sa folie, ne comprend pas pourquoi le sort et les hommes semblent lui en vouloir et s'acharnent contre lui. La pièce, contrairement au texte de Gogol qu'on pourrait lire en riant jusqu'au bout, se termine sur une scène d'asile dramatique.

Il est dommage que l'absence de dialogue entre les deux acteurs provoque une coupure dans leur échange émotionnel, mais il va de soi que le musicien n'ait pas une présence aussi imposante que le personnage principal. En contournant obligeamment ce petit bémol, on peut s'offrir un spectacle intelligent et émouvant qui donne des lettres de noblesse aux productions réduites sur le plan matériel.

L'effet combiné des deux expositions est ravageur et il vaut mieux prévoir des activités paisibles pour le reste de la journée.

Kcho et Sylvie Blocher

Dans le cadre des 100 jours d'art contemporain

Jusqu'au 29 septembre, au Centre interna-

314 rue Sherbrooke est

Deux expositions d'art contemporain

100 jours sans pitié

ALAIN HUOT

L'évènement *Les 100 jours d'art contemporain* ne soulève pas toujours l'enthousiasme. Il est controversé, comme l'art contemporain lui-même. Tantôt, on l'accuse d'être hermétique ou gratuit en faisant de ses formes un discours théorique. Tantôt, au contraire, on lui reproche sa violence, les formes de l'art contemporain pouvant empêcher la prise de distance. Ces deux traits peuvent pourtant caractériser des réussites, comme on nous en propose cette année.

C'est du moins le cas des expositions inaugurales au Centre international d'art contemporain (CIAC), vaisseau amiral des 100 jours. Parmi le nombre, deux artistes, Kcho et Sylvie Blocher, se distinguent en abordant des thèmes très forts avec une grande modernité de formes et de propos.

Kcho est Cubain, ce qui n'est pas qu'un détail biographique. Ses œuvres parlent de l'isolement. Ses matériaux ont en commun d'être tous des objets flottants bon marché, comme ceux dont on fait les radeaux d'un départ impossible. Sa colonne sans fin est

comme une bouteille envoyée à la mer pour parler d'espoirs déçus. Son esthétisme fait certes un clin d'œil à Brancusi, mais, en la regardant, on songe que la garde côtière américaine doit en repêcher des semblables, aussi tragiques. On est encore protégé par la distance de l'anecdote.

Puis on passe au fond de la salle et une autre embarcation de fortune interpelle les visiteurs. Une barque en mauvais bois est posée sur des flots faits de bouteilles de bière. Il n'est plus question du déracinement spécifique des expatriés cubains, mais de tous les exils, de toutes les fuites, de tous les rêves. Rarement une telle charge de dérision et de tristesse aura été assénée avec une telle économie de moyens. Cette installation s'intitule *Para olvidar 1996* (Pour oublier 1966). Détail à noter, Kcho ne vit ni à Miami, ni dans quelque autre « Little Habana », mais bien à la Havane même. Il est donc en décalage par rapport à l'expérience d'exil où il puise ses symboles. Son génie est de faire de ce décalage un espace de réflexion et d'en extraire la portée universelle.

Au contraire de Kcho, Sylvie Blocher fait dans la sophistication technologique. Son installation vidéo n'en a pas moins une sobriété très tranchante, sobriété que l'artiste

fois, dès le premier coup d'œil, l'interpella-

« Assez les taxes ! » : les citoyens s'expriment

ROBERT KELLER

Des rugissements de colère ont fait vibrer les murs de la mezzanine de l'hôtel Holiday Inn Crowne Plaza de Montréal jeudi dernier, lors du *Forum des citoyens* organisé par la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics. Des citoyens sont venus témoigner leur profond mécontentement, non seulement à propos de l'état des finances publiques, mais également à propos des efforts actuels des gouvernements pour corriger les erreurs du passé sur le dos des contribuables.

Ce forum a été le dernier d'une série de neuf, tenus dans à peu près toutes les régions du Québec, dont deux forums à Montréal. La Commission a d'autre part tenu de nombreuses audiences publiques, distinctes par leur cadre plus formel, qui exigeait de la part du participant ou de la participante, en principe représentant ou représentante d'un organisme, qu'il ou elle soumette au préalable un mémoire officiel, semblable au processus d'une commission parlementaire. Le forum, par contre,

plus informel, permettait ainsi à n'importe qui de se présenter et de s'adresser en personne à la Commission.

La Commission, présidée par M. Alban D'Amours (qui par ailleurs n'était pas présent au Forum de jeudi dernier), se compose de huit autres membres, spécialistes dans divers domaines, dont ceux des affaires, des syndicats et du milieu étudiant. Sous l'égide du Ministère des finances, la Commission a pour but d'amener des propositions générales en vue de la réforme imminente du régime fiscal québécois. « Cette commission avait été créée à la suite du sommet socio-économique tenu au mois de mars dernier. Elle n'est qu'une structure temporaire et sera dissoute aussitôt qu'elle aura terminé et publié son rapport final », explique le responsable des communications, M. Gervais Fortier.

Le Premier ministre Bouchard prévoyait au printemps dernier que la Commission aurait complété son rapport avant la fin de septembre pour qu'il puisse être présenté au Sommet socio-économique de cet automne. Il semble maintenant que le rapport final

sera retardé de plusieurs semaines. « La Commission devrait soumettre son rapport final vers la fin octobre », déclare M. Fortier.

On aurait pu penser que ce retard était dû à une sous-estimation du désir populaire de participer aux audiences et forums de la Commission, mais ce n'est pas le cas. Malgré une participation modeste (environ 60 personnes), l'animateur du forum s'est déclaré heureux de voir une si grande participation au forum de jeudi dernier, en ajoutant que les forums précédents, tenus en régions, avaient suscité très peu d'intérêt. Et tout cela en dépit des dépenses faites pour publiciser les audiences et forums de la Commission dans tous les quotidiens du Québec.

Cependant, ceux et celles qui étaient présents ont clairement profité de l'occasion pour manifester leurs frustrations et leur colère à l'égard du gouvernement et, pour plusieurs, de sa complicité avec les riches de la société. Pour vous mettre au parfum de l'atmosphère qui régnait, un intervenant, qui s'est présenté en tant que « simple citoyen », a accusé le gouvernement du Québec de conspirer de-

puis des années avec la « mafia de la haute finance » afin d'enrichir les riches et qu'il est maintenant inacceptable de demander aux petits de la société de sacrifier le peu qu'ils ont pour résorber le problème de la dette publique.

Selon ce même intervenant, le gouvernement a réalisé un véritable lavage de cerveau au sujet de la crise des finances publiques. À son avis, il n'y a pas de crise, et le gouvernement québécois n'a qu'à se dissocier du Canada, sans prendre aucune part de la dette fédérale, pour stabiliser ses finances. D'un même souffle, il a soutenu que si le gouvernement osait augmenter une fois de plus les taxes et les impôts, il devrait s'attendre à une désobéissance civile généralisée. Ce dernier commentaire a suscité des applaudissements soutenus et de nombreux cris d'approbation.

Tous les intervenants ont reconnu l'irresponsabilité gouvernementale, le gaspillage des ressources publiques et l'injustice de vouloir résoudre le problème de l'endettement public aux dépens des contribuables. Cependant, très peu d'interventions proposaient

des mesures alternatives concrètes; elles demeuraient, pour la plupart, à un niveau plutôt vague et général. Étrangement, M. Fortier prétend que c'est précisément l'ordre général des interventions dans les forums publics, en contraste avec l'expression d'intérêts corporatifs, qui rend ces forums enrichissants. « De plus, l'exercice permet d'obtenir un projet véritablement consensuel », explique-t-il.

On peut s'interroger sur la nécessité de créer une Commission itinérante, avec les dépenses supplémentaires qu'elle engendre, pour constater en bout de ligne qu'il y a consensus sur le refus des contribuables de subir des augmentations d'impôts, d'une part, et de nouvelles compressions budgétaires, d'autre part. Si le forum de jeudi dernier est représentatif des précédents, on peut difficilement voir comment cette Commission pourra faciliter les choix du gouvernement au sujet des réformes fiscales et coupures budgétaires qu'il entreprendra dans les prochaines années. Peut-être ne servira-t-elle qu'à lui rappeler la difficulté des décisions qui l'attendent.

suite de la page 4

L'esthétisme de la sensibilité II

Le film ne se perd jamais dans les rouages de sa composition cinématographique, d'un côté très directe au plan affectif, mais aussi très élaborée en matière de style. Au contraire, Schatzky maîtrise le tout et son oeuvre demeure en tout temps fascinante. Mis à part quelques gros plans bien insérés, il demeure à distance de ses personnages, comme si ces derniers étaient isolés dans un ballet magique et lointain, impossibles à saisir. Le cinéaste, par son attendrissement, parvient néanmoins à réduire cet espace qui nous sépare des personnages. Comme un objet magique suspendu en plein air, *L'Élève* nous paraît peu familier, détaché de toute réalité tangible, mais très beau et intègre en soi. Sa force majeure est de nous captiver, sans

pour autant se complaire dans son originalité. Ce film a la singulière qualité de nous enchanter et de nous perturber tout à la fois. On dirait une nouvelle forme de cinéma théâtral (à ne pas confondre avec le théâtre filmé!), raffiné et élégant, direct et prenant.

Il est triste alors de lire une critique insensible de Georges Privet dans le *Voir*, décrivant *L'Élève* ainsi: « le genre d'oeuvre qui dépend d'une observation extrêmement précise d'une dérive des sentiments parfois indicible. » Qualifie-t-il « d'indicible » ce que son intelligence n'arrive pas à comprendre? *L'Élève*, un cinéma d'héritage truffaldien, révèle bien une complexité derrière son air de simplicité. Il ne reste qu'au public à saisir cet art d'émerveillement...

Communiqué

*Concours de photo : il ne reste que quelques semaines (jusqu'au 11 octobre) pour participer au concours « Regards du Québec ». Le photographe amateur ou professionnel est invité à illustrer le caractère unique de la vie culturelle du Québec. Pour plus d'informations : Ingrid Soumart au 846-0775.

*Anciens du conservatoire de musique du Québec à Montréal. On vous recherche pour une soirée retrouvailles qui aura lieu le 6 octobre 1996. Les anciens étudiants ou professeurs doivent contacter la secrétaire de l'association Françoise Maher au 735-1798.

*Concours d'objets recyclés : L'Eco-quartier NDG-Décarie organise un concours de création d'objets utiles, astucieux et esthétiques à partir de matériaux et d'objets recyclés de la vie quotidienne. Date limite des inscriptions le 10 novembre 1996. Pour de plus amples informations : Madame Claudette Jean-Marie au 484-4129.

Activités culturelles

*Le concert de concertos. Salle Redpath. Sept instrumentistes. Des concertos de Sammartini, Bach, Luigi Borghi et Francesco Mancini. Vendredi 27 septembre à 20h

*L'opéra *Le vampire et la nymphomane*. Usine C au 1345 Lalonde au métro Papineau. Musique de Serge Provost. Mise en scène de Lorraine Pintal. Les 24, 25, 27 et 28 septembre à 20h. Billets 24\$, 18\$ pour les étudiants. Informations au 521-4493.

*La promesse Margarethe Von Trotta. L'institut Goethe accueille cette cinéaste allemande qui viendra nous présenter son dernier film. Jeudi 26 septembre à 20h et vendredi 27 septembre à 1830. Les billets sont au prix de 4\$ et gratuits pour les amis du Goethe. Informations au 499-0159.

*Alexis Loranger, un auteur compositeur et interprète qui présentera ses propres textes et ceux d'autres poètes québécois avec Étienne Loranger, Frédéric Samson et Michel Benoit. Au théâtre de la Licorne, 4559, Papineau. Samedi 28 septembre à 20h. Réservations et informations au 523-2246.

*Cine Express, au Gert's. Mercredi 25 septembre à 21h. Prix d'entrée 1\$. Informations Eddy Cola au 487-7313.

*American String Quartet, oeuvre présentée: Quatuor à cordes numéro 12 en fa majeur « Américain » d'Antonin Dvorak. À l'UQAM, Faculté de musique, salle F3080. 1440, rue St Denis. Entrée libre.

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Etudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.60 par jour, \$4.05 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$5.75 par jour, \$4.90 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

LOGEMENT

3 1/2 quiet location 10 min. from McGill by metro, renovated, wood fl., newly pnt., garden, balconies, furnished with stove, fridge, microwave, TV, bed, desk, shelves, dining table etc. Close to Proviso, IGA, coin laundry, farmer's market. \$E350/m unheated 525-9476.

DÉMÉNAGEMENT/ENTREPOSAGE

Moving/Storage. Closed van or truck. Local & long distance. Off-Tor-Van-NY-Fla-7 days, 24 hours, low rates. Steve 735-8148.

AIDE DEMANDÉE

Earn \$100-200/day Master School of Bartending—bartending & table service. Complete placement agency. Leaders in the hospitality industry for 15yrs. McGill rate. 849-2828.

MACES
McGill Association of Continuing Education Students
Atelier d'entrevue d'emploi
6 heures de 10h à 13h
Samedi les 28 sept. et 5 oct. 1996
Coût: \$20.00

- Présentation personnelle
- Répondre adéquatement aux questions de l'entrevue
- Conception d'une lettre de présentation et d'un curriculum vitae intéressants
- Formation / Jeu de rôle

Professionnelle en ressources humaines, a interviewé plus de 10 000 personnes. Daryl L. Dagenais B.A.
Pour plus de renseignements, appelez M.A.C.E.S.
TEL: 398-4974 FAX: 398-8923
3437 PEEL STREET, 4ième étage

TRAVEL ABROAD & WORK!

• Teach Conversational English in Asia •
Make up to \$25-\$45 per hour teaching basic conversational English abroad. Japan, Taiwan, and South Korea. Many Employers provide room & board plus other benefits. No teaching background or Asian languages required. Open to all majors. For more information, call:

INTERNATIONAL EMPLOYMENT GROUP

(206)971-3570
ext. J40051

CRUISE SHIPS HIRING

Students Needed!
Earn up to \$2,000+ per month working for Cruise Ships or Land-Tour Companies. World Travel (Hawaii, Mexico, the Caribbean, etc.). Seasonal and Full-Time employment available. No exp. necessary. For info call:

Cruise Employment Services
(206) 971-3550 ext. C40051



Traducteur(trice) spécialité de l'anglais au français. Expérience en création de document. Diplôme de traduction un atout. Programme PAIE, doit être prestataire de l'aide sociale, horaire flexible. Envoyer cv à directeur, Royal Victoria Home Child Care Agency, 687 Pine Ave. W. rm V2,20A, Mtl, H3A 1A1 Fax 843-1561.

Bilingual part-time salesperson needed for downtown computer store. Good knowledge of IBM PC's and peripherals a must. Call 933-2368.

Translator, strength Eng. to Fr. Exp in creation of documents. Degree in translation an asset. Project PAIE, must be on social aid. Flex. hrs. Send C.V. to Director, Royal Victoria Home Child Care Agency, 687 Pine Ave. W. rm. V2,20A, Mtl H3A 1A1 843-1561.

Mod's Hair recherche modèles pour coupe de cheveux tendance automne-hiver 96/97. Prix \$5. Tél 935-5608.

TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success To All Students
WordPerfect 5.1. Term papers, resumes, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 28 years experience. \$1.75/D.S.P. 7 Days/week. Campus/Peel/Sherbrooke. Paulette/Roxanne 288-9638/288-0016

SERVICES OFFERTS

Georgio Tailor
Specialist in repairs of all kinds—men & women—professional work guaranteed. Student discount 20%-30% off. Example regular pant hem \$4. 1118 St Catherine West #406. 879-5649.

À VENDRE

For sale, Piano, Heintzman, apartment sized, redone, under warranty to April 1997, call 398-6790. Ask for Marian.

OBJETS PERDUS

Lost: purple pencil case with a yellow pencil sewn on it. Was probably lost in Leacock 132 about 2 weeks ago. If found, call Genevieve at 523-0766.

AVIS

Donate now your old PCs or Macs to deprived radio stations in Cuba. For info: Keith@844-0265.

RECYCLEZ

AUTOUR DE LUCIE

14.99
DC SEULEMENT

Sam the Record Man®
LE DISQUAIRE LE PLUS GRAND ET PLUS CONNU AU CANADA
399 RUE STE. CATHERINE QUEST
Metro P.D.A.

HEURES D'OUVERTURE
lundi & mardi 9h30 à 19h • mercredi au vendredi 9h30 à 21h • samedi 9h à 17h • dimanche 11h à 17h
Cette offre est valide jusqu'au 30 Septembre 1996. Limite un par client.

regardez la vidéo sur Musiquoplus

MUSIQUEPLUS

www.samthetv.com

EPILEPSY

Research:
for someone with epilepsy it's another word for hope.

- More than 280,000 Canadians have epilepsy.
- 14,000 new cases are reported every year - over half in children under 10 years old.
- In most cases, we still don't know the cause.

Research will help us find a cure for epilepsy. You too can help.

Send donations to:
Epilepsy Canada
1470 Peel St., Suite 745
Mtl., Qc H3A 1T1
(514) 845-7855

Les voisinages en santé

Voici des gens qui vous encouragent à avoir du plaisir tout en préservant l'environnement.

« Utilisez le transport en commun, suggère Patrick Henri du Comité régional des usagers du transport en commun de Québec, le CRUTEC, et transformez le trajet entre la maison et le travail en occasion sociale. »

« Le transport en commun, souligne David Lacoursière également du CRUTEC, c'est une façon intelligente de préserver l'environnement. » Un autobus remplace jusqu'à 40 autos aux heures de pointe, ce qui réduit de 160 tonnes la quantité de polluants rejetés dans l'air en un an.

Moins utiliser son auto, c'est un choix terre-à-terre que chacun de nous peut faire. Appelez-nous pour obtenir plus de renseignements, ou tout simplement, pour nous faire connaître vos projets.

Pour en savoir plus, composez le 1 800 668-6767.

ACTION 21
DES CHOIX TERRE-À-TERRE

Environnement Canada

Traîne-les-pieds gouvernemental

Le Sida se propage en milieu carcéral à un rythme effarant

PHILIPPE LEMAY-BOUCHER

Le sida, élevé au rang d'épidémie virale infernale par les médias et les groupes de pressions, demeure, toutes proportions gardées, trois fois moins destructeur que la malaria pour les Amériques. Par contre, là où ce démon VIH remporte la palme des ravages, c'est en milieu carcéral. C'est à ce propos que le Comité d'experts sur le sida et les prisons (CESP) vient de rendre public son rapport final.

Ce document détaillé fait état de la situation au pays tout en émettant une pléiade de recommandations. L'objectif premier du rapport, amorcé en août 1995 par son coordonnateur Ralf Jurgens, est d'assister le Service correctionnel du Canada (SCC) et les systèmes correctionnels provinciaux dans leurs efforts pour prévenir la transmission du VIH dans les prisons. Les statistiques alarmantes donnent davantage de poids à ce rapport puisque l'on a constaté durant les deux dernières années une augmentation de 46 % du nombre d'incarcérés séropositifs et une prévalence de l'hépatite C en prison oscillant entre 28 et 40 %.

Le noyau du problème est abordé par le milieu juridique. Celui-ci commence à se demander si le gouvernement, via les autorités carcérales, ne pourrait pas être tenu res-

pensable de ces infections virales : est-ce le rôle du gouvernement de mettre sur pied une série de mesures permettant aux prisonniers de se mettre, du moins partiellement, à l'abri du virus ?

D'après le rapport du CESP, « il est clair qu'il incombe au système correctionnel une responsabilité morale, mais aussi légale, de faire tout en son possible sans délai, afin d'endiguer la propagation d'agents infectieux entre détenus, au personnel et à la communauté en général ».

Verra-t-on à l'avenir des héroïnomanes incarcérés actionner le gouvernement parce que, incapables de se procurer des seringues stériles ou de l'eau de Javel pour nettoyer les leurs, ils auraient contracté le fameux virus ? Il se peut que le CESP supporte une telle démarche si les autorités, qu'il accuse actuellement d'agir de manière décousue, sans réelle coordination et surtout sans aucune stratégie à long terme, continuent de se traîner les pieds.

Les recommandations techniques du CESP touchent divers points et abondent dans le même sens que celles déjà formulées par les autres organisations nationales

et internationales. Il demande notamment que l'on rende possibles les tests anonymes de dépistage pour les détenus, que l'on veille à ce que les renseignements médicaux demeurent confidentiels entre le personnel médical et le détenu, que l'on améliore les pro-

grammes d'éducation des détenus et du personnel, que l'on permette aux incarcérés un accès facile et discret à des condoms et à de l'eau de Javel, et enfin, que les prisonniers qui font usage de drogues injectables aient accès à la méthadone.

Suite à diverses interactions avec la SCC, organisme qui veille à l'application de nouvelles propositions, il est apparu à la CESP que ce dernier ne mettait en œuvre que des programmes jugés politiquement corrects et qu'il ignorait toute question relative aux drogues. Ainsi, la SCC a refusé de mettre sur pied des programmes d'entretien à la méthadone et d'implanter des programmes pilotes d'échange de seringues dans les établissements fédéraux. Attitude paradoxale puisqu'elle reconnaît le problème de la drogue et du VIH, mais refuse du revers de la matraque de constater que ce virus se répand principalement avec l'usage multiplié des seringues infectées.

Inutile de dire que le CESP participe à un dialogue de sourds, lui qui, par son originalité et son sens aigu du réalisme, est en mesure plus que quiconque de proposer des solutions.

L'expérience d'autres pays, soit plus libéraux, soit s'étant penchés sur la question auparavant, est enrichissante et leurs résultats inspirent le rapport à plus d'un égard. Par exemple, l'Espagne et la Suisse distribuent à leurs détenus depuis quelques années une trousse de premiers soins qui contient entre autres un flacon d'eau de Javel. De-

puis 1988 des établissements carcéraux suisses distribuent des seringues aux prisonniers. Pour ce qui est de la méthadone, substitut thérapeutique à l'héroïne, un traitement d'entretien est offert en Australie (Nouvelle-Galles du Sud) et au Danemark. Plusieurs autres projets pilotes existent entre autres en Espagne, en Suisse et aux États-Unis.

Les Nations-Unies et d'autres organes juridiques de notre planète, se sont penchés sur la question des droits des détenus et il en ressort que ces derniers devraient, en toute logique, conserver tous les droits civils « qui ne sont pas retirés expressément par l'incarcération ou les implications de la perte de liberté. En particulier, on peut soutenir que les détenus ont un droit à la santé et que, dans le contexte du VIH, ce droit implique que soient procurés aux détenus les moyens de se protéger contre l'exposition au VIH ».

Bref, il reste beaucoup à faire pour que le système carcéral canadien endigue de façon sûre l'endémie sidéenne. Le rapport de Ralf Jurgens conclut que les gouvernements agiront « sans que les tribunaux doivent instaurer un précédent pour les tenir moralement et légalement responsables des dommages résultant de leur refus d'offrir aux détenus les moyens préventifs requis ».



Banques alimentaires étudiantes

Dans la soupe de l'autre

JÉRÔME LÉVESQUE

Il semble que l'attente d'une banque alimentaire destinée aux étudiants des universités montréalaises soit sur le point d'aboutir. Après leur retrait en bloc du projet du Centre d'Aide et de Référence Étudiant de Montréal (CAREM), les associations étudiantes des quatre grandes universités montréalaises ont tout de même pris la décision d'aller de l'avant, sous la forme d'un projet indépendant du CAREM.

Pour le principal responsable du CAREM, M. Bakary Diallo, le retrait des associations étudiantes, bien que regrettable, ne compromet pas ses efforts. « Nous allons continuer

le projet », confirme-t-il. Le CAREM, auquel est encore associé le Rassemblement des Étudiants Africains des HEC, serait même prêt à offrir ses premiers services de banque alimentaire dès le mois de novembre. On est donc en train d'assister à la création de deux structures parallèles — l'une par les associations étudiantes, l'autre par le CAREM — là où, jusqu'à tout récemment, rien de vraiment concret n'avait été établi.

Il faut dire que la complexité du projet de M. Diallo et les multiples obstacles rencontrés dans sa réalisation ont, en partie, motivé les associations universitaires dans la création d'un organisme d'aide indépendant. « M. Diallo avait des idées démesu-

rées », affirme à ce sujet la Vice-Présidente aux affaires externes de l'AEUM, Mme Chantal Da Silva.

Il semble que la frustration des deux parties ait fait le reste. « M. Diallo n'a pas su admettre et reconnaître les conditions d'adhésion des associations étudiantes au projet », précise dans sa lettre adressée à Bakary Diallo M. Carl Kouri, Vice-Président aux affaires externes de l'association étudiante de Concordia.

Quant au projet des associations étudiantes, malgré sa récente mise-sur-pied, il semble avoir le vent dans les voiles. Au cours de la dernière semaine, une charte aurait été rédigée et le projet, comme tel, incorporé. Le

regroupement des associations a de plus prévu des rencontres avec Jeunesse au Soleil et Moisson Montréal, question de clarifier la manière dont on aidera les étudiants dans le besoin.

« Les choses bougent très vite en ce moment », conclut Chantal Da Silva en souriant. Quant au CAREM, de l'aveu de Bakary Diallo, il laisse toujours la porte ouverte aux associations étudiantes, même si celles-ci ne semblent plus ouvertes à la collaboration. Ainsi, que cela vienne du CAREM ou des associations universitaires, tout porte à croire qu'une banque alimentaire destinée aux étudiants sera enfin fonctionnelle dans un avenir rapproché.